



Perspectives

AGIR EN TOURAINE CONTRE LES EXCLUSIONS – DEPUIS 1948

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS, infos@entraide-et-solidarites.fr - N°315-Juillet 2021

Un nouvel élan...



pour l'association

N° ISSN-L 0981-6178

DES MAISONS SUR ROUES

pour héberger des « grands précaires »
P. 2

SORTIR DE LA RUE

un dispositif qui fonctionnait doit s'arrêter
P. 4

NOUVEAU PÔLE RESSOURCES

Mogane Merlin aux commandes
P. 11

PARCOURS DE VIE

Abdallah, de la Guinée à l'IUT
P. 16

Des maisons sur roues pour les sans-abri

L'association porte un projet destiné à sortir de la rue une vingtaine de grands précaires. Mais tous les obstacles ne sont pas levés !

Il y a plus d'un an, dès avant la fin du premier confinement, notre association fut de celles qui réclamèrent non seulement que les hébergements d'urgence restent ouverts après la pandémie, mais que des équipements pérennes soient créés pour les sans-abri. Nous avons été entendus par le gouvernement et l'État a consenti à payer notamment un nombre de nuitées d'hôtel jamais atteint jusqu'alors. C'est encore le cas aujourd'hui dans l'agglomération tourangelle.

Pour autant, il y avait et il y a toujours des dizaines de personnes à la rue, sous des tentes en bord de Loire ou dans des squats. Ils sont désignés comme des « grands exclus », principalement des hommes, parfois très jeunes, réfractaires aux foyers collectifs et qui renoncent même à appeler le 115 pour chercher une solution.

Les pouvoirs publics ont alors lancé un appel à des solutions innovantes pour l'hébergement de ces grands précaires, appel auquel nous avons répondu. Et il y a six mois, on apprenait que notre pro-

jet était retenu, parmi une quarantaine d'autres en France. Il avait l'appui de la préfecture, de la Ville de Tours et de l'Agence régionale de Santé.

Encore fallait-il trouver un terrain ou un bâtiment existant. Malgré des mois de recherche active notamment avec les élus et les services municipaux, aucun site qui convienne n'a été proposé. Sauf, en dernier recours, un terrain municipal en bord de Loire, Quai de Marmoutier, à l'est du parc de Sainte-Radegonde, juste après l'autoroute. En dernier recours car le lieu est inondable, et n'est mis à disposition de l'association qu'avec l'accord de la préfète, pour une année seulement. Il faut donc continuer de chercher...

Nous pouvons cependant passer à la phase de réalisation concrète. S'agissant d'un site inondable, il faut prévoir une solution de repli si nécessaire, donc des structures faciles à déplacer. D'où le choix de « tiny houses », des petites maisons sur roues aménagées comme des

studios, et des caravanes si nécessaire pour commencer ou compléter. Les premières « tiny » sont commandées et leur construction lancée par la menuiserie Henry, à Château-du-Loir (photo), de manière à héberger jusqu'à 20 personnes, éventuellement avec des animaux. Ces personnes bénéficieront évidemment d'un accompagnement social complet de l'association. Mais les délais et les coûts sont en train d'évoluer, à cause notamment de la pénurie de matériaux. Et les travaux de viabilisation et de clôture vont encore prendre du temps.

• Pour compléter les financements publics, Entraide et Solidarités doit lancer dans les prochains jours une opération de financement participatif sur la plateforme Les petites pierres (www.lespetitespierres.org), dédiée à l'habitat solidaire et aux associations. Nous ferons donc appel à la générosité de nos adhérents, et au-delà, sachant que grâce à des mécènes, la plateforme double les sommes collectées. Un message à nos adhérents annoncera le début de cette campagne.

"S'agissant d'un site inondable, il faut prévoir une solution de repli si nécessaire, donc des structures faciles à déplacer."

Le programme, prévu pour trois ans, est financé par l'État à hauteur de 312 000 € pour l'investissement et 350 000 € pour le fonctionnement en 2022. La Ville de Tours, de son côté, a été retenue au dispositif national « Logement d'abord » avec également une dotation de l'État de 215 000 €. Elle soutient le projet, mais on ne sait pas encore précisément qui va se charger de quoi. Un programme qui, loin de régler définitivement le drame des sans-abri, marque un pas important vers une gestion plus humaine et une solution pérenne pour l'hébergement d'urgence.



Accompagnement vers et dans le logement, fin.

Le dispositif Accompagnement vers et dans le logement (AVDL) mis en place il y a douze ans, en 2009, vient de prendre fin et c'est bien dommage. Il était mis en œuvre au niveau départemental au moyen d'une double intervention, d'E&S pour l'accompagnement, et de la Ficosil pour le logement (l'intermédiation locative). Mais depuis cette année, la gestion administrative de ce dispositif, par l'État, est passée au niveau régional. Et la direction régionale (de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, la DREETS) considère qu'une même situation ne peut

être suivie et financée par deux dispositifs. Le niveau national a confirmé ce principe général. En mai, E&S et Ficosil ont demandé à poursuivre leur action dans ce domaine qui a permis à 40 personnes de sortir de la rue depuis 2016. Mais leur dossier n'a pas été retenu. Et personne ne prend le relais. De sorte qu'une dizaine de personnes vont se trouver sans solution et « retourner à la case départ », tandis que toutes celles qui étaient en liste d'attente se retrouvent dans une impasse. Un dispositif de remplacement est à l'étude, mais l'incertitude persiste.



C'est le nombre de domiciliations postales effectuées en 2020 auprès d'Entraide et Solidarités, au Pôle social et médical situé rue Marcel-Tribut. La domiciliation, appelée également élection de domicile, permet à

toute personne sans domicile stable ou fixe de disposer d'une adresse administrative où recevoir son courrier et faire valoir certains droits et prestations. On en avait dénombré 900 en 2019. On cherche des explications à cette énorme progression, car elle se poursuit : depuis le 1er janvier dernier, donc sur la moitié de l'année seulement, le service a déjà domicilié 1 320 personnes ! Mais il y a beaucoup de mouvements, d'inscriptions et d'annulations, puisque fin juin il restait en fait 500 domiciliations « actives », plus 54 ayants droit (les enfants).

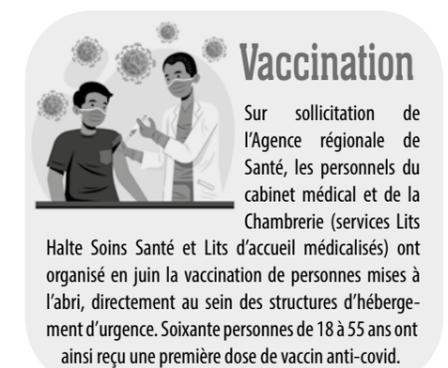
Avenir de l'ancienne clinique Saint-Gatien

E&S a indiqué dans un courrier adressé au maire de Tours courant avril, son intérêt pour participer à la réflexion collective, s'il devait y en avoir une, sur l'avenir de l'ancienne clinique Saint-Gatien située en face de la cathédrale de Tours. Le site appartient à la Congrégation des Sœurs Augustines. « Cet intérêt est suscité par l'existence de besoins

manifestes, et par les projets que porte notre association en particulier dans le domaine de la santé : le site de Saint Gatien dispose d'un équipement médicalisé encore utilisable » indique dans ce courrier Marie-Paul Legras-Froment, présidente d'E&S.

« Feuille de chou solidaire »

Le journal Perspectives a le plaisir de vous annoncer la naissance d'un petit frère, à moins que ce ne soit une petite sœur, née dans les choux comme il se doit : la Feuille de chou solidaire, dont les parents sont les bénévoles et les salariés de l'antenne de Chinon d'Entraide et Solidarités. Elle est destinée à mettre un focus sur les activités de notre association en chinonais, pour les faire mieux connaître encore, et le n°1 a été distribué pour la première fois le 1er juillet sur le marché de Chinon (photo). Pour faire connaissance, ce beau bébé est encarté dans le présent numéro de Perspectives.



Sur sollicitation de l'Agence régionale de Santé, les personnels du cabinet médical et de la Chamberrie (services Lits Halte Soins Santé et Lits d'accueil médicalisés) ont organisé en juin la vaccination de personnes mises à l'abri, directement au sein des structures d'hébergement d'urgence. Soixante personnes de 18 à 55 ans ont ainsi reçu une première dose de vaccin anti-covid.



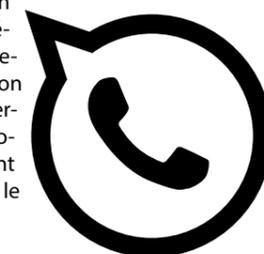
Violences conjugales

Cent-cinquante auteurs de violences conjugales ont été pris en charge en 2020 par le réseau du même nom, le RAISO (Responsabilisation des auteurs par l'information, le soin et l'orientation). Ouvert en novembre 2020 en Indre-et-Loire, le réseau s'est d'abord étendu au Loiret, au Loir-et-Cher puis à trois autres départements relevant des cours d'appel de Bourges et de Versailles (l'Indre, le Cher et l'Eure-et-Loir). Les auteurs sont pour une très grande majorité des hommes. La démarche d'écoute et de soin a pour esprit de prévenir et d'éviter la récurrence.

115

C'est le numéro gratuit de l'urgence sociale, comme chacun le sait. C'est là que, chaque jour, sont réparties les places disponibles d'hébergement entre les « appelants ». Et là aussi, malheureusement, que les personnes s'entendent dire en soirée qu'il n'y a plus de places nulle part. Le SIAO (Service intégré d'accueil et d'orientation) tient la statistique de ces refus par manque de places. Et on se souvient qu'avant la pandémie il n'était pas

rare d'atteindre 80, voire une centaine de refus. Les périodes de confinement ont évidemment vu chuter le nombre des appels et des refus. Mais le nombre de places d'hébergement d'urgence et de chambres d'hôtel financées par l'État ayant considérablement augmenté, le niveau des refus reste très bas en ce moment : régulièrement moins de 10 et parfois 1 ou 2 seulement par semaine, en moyenne et en personnes différentes. On sait cependant qu'un bon nombre de personnes sans domicile n'appellent pas, ou plus, le 115...



S'engager solidairement pour innover socialement

La démarche associative, si elle connaît ses pesanteurs et ses conservatismes, recèle une potentialité forte d'anticipation et d'innovation. L'année qui vient de s'écouler l'a une nouvelle fois démontré. Ce sont parfois des évolutions à peine visibles à court terme mais susceptibles d'entraîner des transformations profondes et durables : une gouvernance élargie, une participation collective à l'élaboration des projets, des actions en partenariat sur les territoires, la mise en place d'une démarche prospective... L'inscription dans cette démarche doit nous permettre de conforter le projet politique associatif, de mettre l'accent sur le sens et la portée sociétale de ce projet, les valeurs fondamentales qui le sous-tendent et leurs applications pour l'action opérationnelle.

Durant la crise du Covid, notre capacité d'adaptation et d'innovation a été extrêmement sollicitée, cela doit continuer « avec et pour » les personnes accompagnées.

Marie-Paul Legras-Froment
présidente d'Entraide et Solidarités

Dans ma boîte aux lettres

Vous avez lu dans les derniers Perspectives combien je souhaitais créer un lieu d'échange entre adhérents de l'association sur les flashes de vie qui constituent notre trame quotidienne. Vous, Jean-Pierre, Rémi, Pierre qui m'avez adressé trois longues missives : merci !

Vos trois courriers parlent de santé. Ce n'est pas étonnant en ces jours qui nous concernent tous.

« Je fais un don chaque année à votre association et lis (souvent en travers) le journal, nous écrit **Jean-Pierre**. J'ai été 36 ans médecin généraliste, dans un groupe de trois médecins qui progressivement a accueilli des paramédicaux, formé des internes de médecine, puis réalisé une Maison de santé professionnelle (MSP) ouverte en janvier 2015, où il y a maintenant une trentaine d'intervenants. Je compte tous ceux qui y travaillent, notamment les secrétaires qui y ont un rôle délicat et important. Je suis l'ancien, retraité, qui participe aux séances de vaccination pour en décharger les médecins actifs qui ont bien assez avec le quotidien. Régulièrement, je dépose à la MSP des articles originaux de médecine, je fais suivre sur WhatsApp des contributions, initiatives, retours d'expérience, car j'ai le temps de glaner... je ne suis pas la tête dans le guidon ».

Rémi retrouve le Petit Rapporteur au sujet de François de Closets.

« Tu cites à bon escient le point de vue de François de Closets mais tu aurais pu également citer celui du philosophe André Comte Sponville, qui considère que c'est un moindre mal de sacrifier la vie des personnes âgées pour garantir une meilleure vie pour les plus jeunes ! Pour ma part, je trouve moralement choquant que l'on puisse sacrifier une partie de la population au profit d'une autre. On peut juger le niveau d'une civilisation ou d'une société à la manière dont elle traite les personnes les plus

vulnérables... Pour autant, cela signifie-t-il qu'il ne faille pas aussi tenir compte de la situation particulière des jeunes qui subissent de plein fouet les effets du confinement, sur le plan psychologique mais aussi sur celui de l'insécurité économique et des difficultés de l'insertion professionnelle ? »

Pierre, sur deux grandes pages, tente comme il le dit de participer à l'échange :

« Faut-il "réserver les doses des précieux vaccins à des gens qui attendent la mort" ? Celui qui pose cette question pense que les "précieux vaccins" ont un coût. Il pense aussi que les gens qui attendent la mort n'ont plus de valeur. Et il se pose la question : est-il rationnel de dépenser quelque chose pour acquérir quelque chose qui ne vaut rien ? Et il se dit : ça y est, c'est formidable, j'avais un problème complexe à résoudre. Je découvre avec ravissement que le calcul économique va me permettre de prendre une décision rationnelle. Dois-je soigner cette personne ? Si je la soigne, quel coût ? Si le coût du soin est supérieur au gain du soin, vaut-il mieux renoncer aux soins ? ... On a bien compris : ce sont les dépenses que l'on fait pour assurer la vie des vieux qui sont en cause ! »

Ces trois témoignages ouvrent une porte : celle de la boîte aux lettres de Perspectives. Ils sont comme des fenêtres ouvertes sur la vie des adhérents : les anciens, les plus jeunes, ceux qui vivent tout près de nous et ceux qui sont répartis aux quatre coins de la Métropole, ceux et celles qui sont seuls, vivent des choses qui les questionnent et ont besoin d'en discuter, d'en faire part.

Une sorte de script-conférence permanente où chacun de nous sera "Petit Rapporteur" pour l'enrichissement de l'autre. A bientôt. J'attends vos lettres ! Par exemple, les migrants, qu'en pensez-vous ?

Libres propos de Jean Paillou



DOSSIER

L'avenir va se construire sur de nouvelles bases

Les activités des services ont été légèrement perturbées par la pandémie l'an dernier, ce qui n'a pas empêché Entraide et Solidarités de dégager un résultat positif. Et si l'assemblée générale s'est tenue de façon « acrobatique », l'association en ressort propulsée par un nouvel élan.

C'est en effet en visioconférence, tout comme en novembre dernier, que l'assemblée générale d'Entraide et Solidarités s'est déroulée le 10 juin. C'est-à-dire sans l'ambiance et la convivialité habituelles lors de ce rendez-vous annuel. Un groupe d'administrateurs et de cadres avait soigneusement préparé les choses, tant du point de vue technique que pour assurer un déroulement dans les règles. Comme l'autorise une ordonnance du 2 décembre 2020, **les votes se sont effectués par correspondance**, et les résultats ont pu être communiqués lors de l'assemblée. Malgré ce handicap, 106 suffrages étaient valablement exprimés. De sorte que le quorum était atteint car beaucoup d'adhérents n'étaient pas à jour de leur cotisation. Nombre d'entre eux, en effet, la payaient le jour de l'assemblée, ce qui n'était pas possible cette année... Cela dit, toutes les résolutions ont été adoptées

à une très large majorité.

Il convient d'ailleurs d'évoquer les assemblées générales, au pluriel, puisque une assemblée extraordinaire s'est d'abord tenue, entre adhérents, pour **modifier les statuts et adopter le nouveau Projet associatif**. L'assemblée ordinaire, ensuite, fut suivie par plusieurs dizaines de salariés, bénévoles, et partenaires associatifs et institutionnels. Mais période électorale oblige, les intervenants habituels n'ont pas pu prendre la parole.

Au-delà du bilan, si nous évoquons un nouvel élan, à partir de nouvelles bases, c'est bien que ces assemblées ont marqué un tournant. Après des mois de réflexion collective entre administrateurs, salariés, adhérents – une démarche qui a entraîné le départ

de son directeur - l'association s'est engagée dans la voie d'un management participatif scellé dans une « charte » qui engage tous les acteurs. Il est désormais conduit par Christelle Dehghani, directrice générale. Plus encore : les rôles respectifs du conseil d'administration, du bureau et du comité de direction ont été redéfinis ; et l'organisation des services s'est adaptée avec la création d'un sixième « pôle » chargé de la gestion des Ressources. Voilà pour le « véhicule » remis à neuf, et son équipage. Quant au cap, aux orientations, c'est

« ... c'est bien que ces assemblées ont marqué un tournant. »

le **Projet associatif** lui aussi amplement revu qui les fixe. Reste à souhaiter que les vents – le contexte politico-économique – soient favorables aux personnes que nous accompagnons.

Les enjeux d'une année très politique

Le rapport moral et d'orientation de la présidente, Marie-Paul Legras-Froment, mentionnait évidemment toutes les difficultés rencontrées lors d'une année atypique, avec des remerciements appuyés à tous les personnels qui ont permis de les surmonter. Mais pour l'avenir – et nous y sommes ! – le propos est optimiste. « Si les associations de solidarité ont le devoir de « faire », elles ont aussi celui de « dire ». Dire le social, c'est contribuer au repérage des besoins, c'est anticiper leurs évolutions,

c'est débattre, c'est participer à l'évaluation des politiques. L'année qui vient sera très politique. Ce qui nous amènera à porter toute notre attention sur les projets politiques susceptibles d'impacter les missions et la mise en œuvre de la solidarité sur notre secteur. Mais également à faire des suggestions aux nouveaux élus en continuant à prendre part aux schémas départementaux et régionaux, en participant aux réflexions menées par les fédérations auxquelles nous adhérons, en présentant nos propositions régulièrement

actualisées comme nous l'avons fait auprès des communes du chinonais ou venons de le faire auprès du Maire de Tours... »

Et de citer, parmi les axes qui resteront les nôtres : favoriser l'accès au logement, à l'hébergement, agir pour l'emploi de tous, accueillir les réfugiés, protéger le droit aux soins et à la santé, favoriser la réinsertion des personnes sous main de justice, ainsi que l'expression et la participation des personnes accompagnées

Statuts et Projet associatif mis à jour

L'assemblée générale extraordinaire portait sur les modifications de trois textes dont les adhérents avaient pu prendre connaissance : les statuts et le règlement intérieur de l'association, et son Projet associatif. S'agissant **des statuts et du règlement intérieur**, les principales modifications proposées après un travail collectif portent sur : les buts de l'association, qui sont amplement développés et précisés ; les administrateurs stagiaires y sont « légalisés », et en assemblée générale

ordinaire le quorum passe de 33 à 25% pour éviter les blocages. Les adhésions restent réservées aux seules personnes physiques. Les modifications sont adoptées par 97 voix, contre 2 et 7 abstentions.

Le Projet associatif a été réécrit « sur le mode participatif » par un groupe de pilotage réunissant administrateurs, adhérents et salariés, enrichi par un questionnaire auquel 87 adhérents ont répondu. Après des

mois de travail de ce groupe piloté par Frédéric Fleury, le nouveau texte se veut prospectif mais aussi daté 2021-2025, et la présidente a souhaité « qu'il vive, qu'il soit décliné en axes stratégiques ». Il est adopté par 93 voix, contre 2 et 11 abstentions.

Ces textes sont accessibles sur le site de l'association : www.entraide-et-solidarites.fr, onglets « Qui sommes-nous ? » puis « textes de référence ».

Conseil d'administration et bureau

Deux administratrices ont souhaité mettre fin à leur participation : Martine Deligné, trop prise par ailleurs, mais qui reste à la commission Vie associative et au groupe prospectif du Pôle social et médical, et Géraldine Freydier. Quatre élus étaient renouvelables : Bernard Bonnin, François Curis, François Ferrisse et Marie-Paul Legras-Froment. Un candidat titulaire s'est déclaré : M. Bernard Schmitt, qui se présente brièvement : âgé de 63 ans, retraité après une carrière dans le domaine ferroviaire, il est bénévole au Centre de formation d'E&S et souhaite amplifier sa collaboration. Tous ont été élus ou réélus pour trois ans.

Une candidate stagiaire s'est par ailleurs déclarée : Mme Véronique Chabalié, qui travaille à la direction du CCAS de la Ville de Tours mais sera retraitée en septembre, et qui est depuis longtemps bénévole à la ma-

raude. Deux autres administrateurs restent stagiaires cette année : Marie-Paule Mémy et Xavier de Lannoy.

Le conseil d'administration ainsi renouvelé s'est réuni l'après-midi même du 10 juin. Seule candidate, mais pour la dernière année a-t-elle confirmé, Marie-Paul Legras-Froment a été réélue présidente à l'unanimité. Puis le CA a réélu l'ensemble du bureau à l'exception de Bernard Bonnin, qui a souhaité prendre du recul. Et conformément aux nouveaux statuts, le bureau réuni le 17 juin a ensuite réparti les fonctions entre ses membres : François Curis et Clive Mieville restent vice-présidents, François Ferrisse trésorier et Patrick Richard adjoint, Frédéric Fleury secrétaire, Martine Gaudeau-Sedilleau et Jean-Paul Mercier adjoints.



Rapport d'activité 2020

Le rapport dans son intégralité est disponible bien sûr, si vous souhaitez le consulter. Mais nous avons choisi d'extraire **quelques chiffres en quatre pages** qui vous sont présentées au milieu de ce numéro.

Les différents pôles d'activité ont également dessiné **leurs perspectives pour 2021**.

Le pôle **Social et Médical**, très sollicité du fait de l'épidémie, espère une année stabilisée, et doit faire face à de multiples problématiques dont le recrutement d'un médecin. Le pôle **Hébergement** veut relancer la dynamique participative au sein des établissements, entre autres par l'élection des représentants des résidents. Notons aussi le rattachement

de la plate-forme logement des réfugiés au pôle hébergement.

Le pôle **Insertion des réfugiés & formation** veut consolider le dispositif « Intermédiation locale ». Et sur le plan emploi, mettre en place un partenariat avec une grande entreprise et une action plus spécialement à destination des femmes. Le service Formation souhaite obtenir la Certification qualité « Qualiopi », mettre en place les nouvelles formations de la Région-Centre Val de Loire et des formations Caces (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité pour des chariots, grues, nacelles etc.)

Le pôle **d'insertion par l'activité économique** devrait finir sa rénovation et ainsi améliorer les conditions d'exercice des activités, accueillir le service d'insertion professionnelle, expérimenter les activités novatrices du secteur Environnement, renforcer l'activité tri et mobilier des prestations extérieures, finaliser le travail sur les 3D dont les punaises de lits, et voudrait atteindre l'équilibre économique de la Restauration

L'antenne de Chinon entend boucler l'étude de faisabilité d'un chantier maraîchage, continuer à s'équiper, réorganiser partiellement l'équipe hébergement... et reprendre les actions collectives particulièrement attendues !

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS

2020

« Les réalisations sont ce qu'elles sont. Elles seront progressivement dépassées. La conviction qui les suscite, elle, ne passera pas »

Père Pineau, fondateur d'Entraide Ouvrière [1962]

150
bénévoles

220
salariés



ACCUEIL & ACCOMPAGNEMENT

L'urgence c'est le **115**

28 814 appels en 2020

• Parmi ces appels, **5 426 refus/impossibilités de loger** ; un chiffre en recul significatif, parce que le confinement lié à la pandémie COVID s'est accompagné de l'ouverture de places d'hébergement d'urgence en plus grand nombre que les années précédentes. Donc moins de refus au 115.

• Jusqu'à **230 personnes hébergées** par nuit à l'hôtel

• **6 232 aides alimentaires distribuées** lors des maraudes auprès des sans domicile fixe

mais au ssi...

1635 domiciliations postales rue Marcel Tribut au pôle social et médical

L'épicerie sociale de Chinon a répondu à **193** demandes d'aide alimentaire

La **Petite Maison** a vu passer **951** membres de familles de détenus

80 mineurs, réfugiés non accompagnés ont été aidés dont **96 %** ont eu accès au logement





HÉBERGEMENT & LOGEMENT

252 places en hébergement d'urgence

297 places en hébergement d'insertion

Taux d'occupation supérieur à 100 %

53 % des ménages sortis de CHRS ont accédé à un logement CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale)

Des pensions de famille accueillent 14 personnes

171 réfugiés relogés et accompagnés durant dix mois en moyenne (dont 16 jeunes entre 18 ans et 25 ans)

Entraide et Solidarités est intermédiaire locatif entre les réfugiés et les bailleurs...

Favoriser la participation, l'implication des personnes accompagnées...

Travailler en lien avec la Justice...

Vers une plus grande autonomie...

Le logement d'abord...



SOINS & SANTÉ

À la résidence La Chambrerie, 103 personnes soignées :

76 lors de courts séjours d'une durée moyenne de 51 jours, ce sont les lits halte soins santé

27 lors de moyens et longs séjours d'une durée moyenne de 202 jours, ce sont les lits accueil médicalisé

Au cabinet médical et infirmier pour les personnes sans domicile :

510 consultations généralistes

41 consultations de spécialistes

657 soins infirmiers

RAISO

Responsabilisation des auteurs de violences conjugales par l'information le soin et l'orientation :

80 prises en charges psychologiques



Prévention et soins, coordination des parcours de soin...



FORMATION & EMPLOI

Un centre de formation

830 personnes en formation

630 250 heures assurées par dix formatrices et formateurs et une quarantaine de bénévoles

3 propositions :

- Français Langue Étrangère (FLE),
- Savoirs de base (Lecture, écriture, calcul),
- Formation qualifiante en compétences professionnelles.

Cela se passe à : Tours-Nord, Tours-Centre, Joué-les-Tours, Château-Renault, Loches, Château-la-Vallière, Bléré, Chinon, Bourgueil, Avoine, Descartes.

Des chantiers d'insertion par l'activité économique

Accompagnement et médiation dans l'emploi

157 personnes salariées parmi lesquelles 22 ont eu accès à un emploi durable par la suite

674 devis réalisés

10 appels d'offres travaillés

6 secteurs :

- Manutention et services associés
- Espaces verts et environnement
- Restauration collective en cuisine centrale
- Bâtiment second œuvre
- Maintenance du bâtiment
- Propreté et 3D

Mini-pelle • Utilité sociale • Tracteur 50 chevaux • Fours à dix niveaux • Interventions techniques • Transition écologique • Chambres froides alimentaires • Chariot élévateur • Appui au recrutement des entreprises • Nébuliseurs • Échafaudage roulant • Autonomie...



Route 37

La plateforme départementale pour l'insertion des réfugiés.

C'est un consortium de dix partenaires :

Atouts et Perspectives, Chambre des métiers et de l'artisanat, Entraide et Solidarités, CRIA 37, CREPI Touraine, Coallia, Kodiko, Mission locale, Mobilité emploi 37, UFCV

141 personnes réfugiées statutaires, aidées et accompagnées vers l'emploi



VIE DE L'ASSOCIATION

Mogane Merlin, directrice du Pôle Ressources

Un prénom breton qui devait s'orthographier Maugan, mais l'état-civil du Loiret n'en voulait point, alors Maugan s'écrivit Mogane, c'est aussi simple que ça. Oui, elle a du sang breton dans les veines, par sa famille maternelle et elle peut piquer une tête sans ciller dans une eau à 17 degrés.

Mogane Merlin est désormais directrice du nouveau Pôle Ressources, qui réunit les relations sociales (ou ressources humaines ??)(on disait service du personnel), la paie, la compta, l'informatique et les services généraux comprenant par exemple la gestion locative, celle du parc automobile ou des téléphones. Une dizaine de personnes forment l'équipe dédiée à ce pôle Ressources créé cette année, au service de tous les secteurs d'Entraide et Solidarités.

Mogane habite Tours depuis qu'elle est petite, a fréquenté le collège de Vouvray, le lycée Choiseul et la fac de Droit. Fonctionnaire territoriale (en disponibilité), elle a travaillé

au Conseil départemental du Loir-et-Cher avant de rejoindre Tour(s)Plus en 2003, devenue depuis Tours Métropole, où elle avait en charge l'environnement puis la responsabilité des achats et des commandes publiques.

Tout allait bien. Est-ce le confinement qui a déclenché quelque chose ? « J'ai eu envie d'un emploi plus en lien avec l'humain, envie de donner un autre sens à ma vie professionnelle, j'ai pensé au secteur social ou médico-social ».

Maman d'une fille de 13 ans et demi, Mogane aime dessiner et peindre au sein de l'atelier Diagonale à Saint-Pierre-des-Corps, « j'en aime beaucoup l'esprit, tous les niveaux se mélangent ».

Elle avait autrefois entendu parler de l'Entraide Ouvrière « mais je ne voyais pas ça aussi large. C'est énorme, et passionnant avec beaucoup de gens très investis. C'est l'esprit de ce que je cherchais ». Bienvenue alors !



Des valeurs

Respect et promotion de la personne, tolérance, absence de jugement de valeur, égalité, dignité humaine, droit à la différence

Solidarité, fraternité, intérêt porté à l'autre, la complémentarité des êtres différents par leurs origines, leurs expériences, leur âge, statut

L'engagement pour une transformation sociale qui garantirait la justice sociale, la promotion de l'égalité des droits dans les faits, la prévention des exclusions, la santé l'éducation le logement, l'emploi

Des femmes et des hommes

350 adhérents et **150 bénévoles**

220 salarié-e-s en équipes réparti-e-s au sein de 6 pôles :

- Ressources
- Pôle social et médical
- Hébergement
- Insertion par l'activité économique
- Insertion des réfugiés et formation
- Antenne de Chinon

Un budget

16 millions d'euros

> avec les concours de l'État via ses services déconcentrés : Préfecture, Direction départementale de la Cohésion Sociale, Agence Régionale de Santé
> du Département d'Indre-et-Loire
> de la Région Centre-Val-de-Loire
> des intercommunalités et des communes

Une histoire

1947

Quelques jours avant Noël, à la sortie de la guerre, le centre de Tours est encore en ruines. Un homme sortant de prison croise l'abbé Pineau, alors aumônier de la maison d'arrêt et et lui demande de l'argent. L'abbé partage un casse-croûte, la conversation s'engage : « dans quelques jours ce sera Noël et je serai toujours aussi gueux après qu'avant ». L'abbé décide de faire quelque chose pour ceux qui s'abritent dans les ruines ou les cabanes de jardin, ceux qu'on appelle les clochards et qui, pour lui, sont des frangins.

1948

Une quinzaine de bénévoles rejoignent l'abbé Pineau. On aménage un grenier pour les hommes à la rue, un accueil spécifique pour les femmes dans un hôtel, une permanence d'accueil, un vestiaire. L'association prend le nom d'Entr'Aide Ouvrière.

2015

Le Comité d'Aide aux Détenus également créé par l'abbé Pineau, fusionne avec l'Entr'Aide Ouvrière.

2018

Entr'Aide Ouvrière devient Entraide et Solidarités.



Agnès Tinet, au service du personnel

Elle a commencé dans la métallurgie, a fait un tour par le « retail » (les grands réseaux d'enseignes vestimentaires), a mis un pied dans l'automobile, avant d'opter pour le secteur des brasseries parisiennes : ce sont les chemins empruntés par Agnès Tinet, 27 ans, mère d'un jeune Alba de 2 ans, pour construire en alternance son Master en Relation humaines.

Au sein du pôle Ressources, Agnès s'occupera précisément de cela, le personnel, les « RH ». Elle en a le goût « pour la diversité des missions : relations avec les salariés, formation, recrutement, droit du travail, veille juridique... Pas une journée qui ressemble à une autre, ce n'est pas monotone ».

Ils ont eu envie, avec son compagnon, de quitter Paris, « le confinement en a ajouté une louche » sourit-elle.

Habitée des maraudes les mercredis soirs dans Paris, mais aussi bénévole auprès de malades, et dans une association « à l'écoute de femmes

qui ont connu des maternités blessées », Agnès Tinet a eu « un coup de cœur pour ce poste proposé par Entraide et Solidarités. Ça a été déterminant dans notre démarche familiale, ça a du sens ; je ne crois pas que je sois là par hasard ».

Les voici tous les trois arrivés à Tours et ils semblent se régaler d'une intégration « incroyablement rapide, les amis des amis nous invitent, on connaît presque plus de monde ici en quelques mois qu'on n'en voyait à Paris ! ».

Agnès aime le travail manuel, elle coud, retape des meubles, « je suis curieuse. Alors j'essaie ! »

Elle vient renforcer l'équipe du Pôle Ressources, à l'écoute de l'ensemble des 220* salariés d'Entraide et Solidarités.

*Effectif....



ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS
46 avenue Gustave Eiffel
37100 TOURS
02 47 31 87 00

info@entraide-et-solidarites.fr
www.entraide-et-solidarites.fr

entraideetsolidarite
entraideouv

Le Pôle d'activités économiques fait peau neuve

Nos locaux de Chambray-lès-Tours en avaient bien besoin ! Le SIPAE (Service d'insertion par l'activité économique), qu'on appelle plus volontiers maintenant Pôle d'activités économiques, c'est le siège de nos chantiers d'insertion. Les installations étaient vétustes. Les travaux ont commencé en janvier dernier. Ils sont de grande ampleur et ne s'achèveront que dans six à huit semaines. Les démolitions ont donné environ 50 tonnes de gravats, et 3 km de câbles ont été tirés pour desservir les nouveaux locaux ! Un accueil plus chaleureux, des bureaux plus spacieux, des sanitaires plus décentes vont considérablement améliorer les conditions de travail. Celles des chefs d'atelier, des encadrants techniques, des conseillers en insertion professionnelle qui vont ainsi se rapprocher des salariés en insertion. C'est aussi une garantie de prestations meilleures en-



Une vue du chantier lors d'une visite des cadres de l'association

core pour les clients de nos services espaces verts-nature-environnement, second œuvre du bâtiment, prestations extérieures, restauration, maintenance et propreté. Environ 70% des travaux ont été réalisés en interne. Mais nous y reviendrons après les derniers coups de pinceaux.



Contact :
40, rue Augustin-Fresnel,
37170 Chambray les Tours,
02 47 27 62 84

Olivia Grégoire en visite

Olivia Grégoire, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable (auprès du ministre de l'Économie et des Finances), est venue à Tours fin mai. En compagnie notamment de la sous-préfète chargée de la Relance, elle a rencontré de nombreux acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire. La réunion était suivie d'un repas dans les locaux d'*Entraide et Solidarités*, au Pôle social et médical. Préparé et servi par les salariés du chantier d'insertion de notre

cuisine centrale, le déjeuner a été apprécié et a permis des échanges...nourris ! Le contact a été gardé avec la secrétaire d'État et ce déplacement pourrait avoir des suites : Touraine Insertion (qui regroupe presque toutes les structures d'insertion par l'économie) doit déposer un dossier de candidature à un « pôle territorial de coopération économique ». Si le projet était retenu, *Entraide et Solidarités* y prendrait probablement sa part.



Projet de maraîchage bio à Chinon

L'antenne de Chinon prépare un projet de chantier d'insertion de maraîchage bio, dont l'étude est en partie financée par la Direction du Travail (aujourd'hui DEETS) et la Communauté de Communes Chinon Vienne et Loire. Le résultat de cette étude est **attendu en septembre**. Dans ce cadre, Maëve Semelin, la chargée d'étude recrutée et Franck Sémar, directeur de l'antenne de Chinon, avaient organisé au printemps une journée de visite de trois structures faisant du maraîchage bio, dans le Cher. Romain Mariau (Touraine Insertion), et deux administrateurs d'*E&S*, Xavier de Lannoy et François Curis, devaient participer à ce déplacement que la crise sanitaire a malheureusement empêché.

C'est donc en visioconférence que cette délégation a quand même pu échanger très utilement avec des responsables d'Isagroupe à Aubigny-sur-Nère, du Relais à Bourges, puis de C2S près de Vierzon. Encore une affaire à suivre...

Camus se met au vélo

Salariés et résidents sont en tout cas incités à s'y mettre, avec l'installation récente sur le parking d'un local à vélos. C'est un don de Tours Habitat, propriétaire du site, qui avait démonté cet abri du Sanitas lorsqu'il a fallu faire place au tramway. L'aménagement des abords de la résidence Albert-Camus, à Tours nord, sera complété en ce mois de juillet par l'installation d'un portail à l'entrée du site. Avec la construction au siège d'*E&S* d'un abri à vélos se poursuit une politique de petits aménagements qui vont dans le sens de la transition écologique et sociale.



Dons de véhicules

Il y a quelques semaines, la Ville de Saint-Avertin a fait don de deux véhicules d'occasion à des associations. L'un à *Solidarauto* (à Joué-lès-Tours), l'autre à *Entraide et Solidarités*. Il s'agit d'un « Expert Teepee » de 2002 affichant 98 000km au compteur, équipé en 9 places. Affecté à l'antenne de Chinon, il permet de remplacer un véhicule qui nécessitait des travaux de remise en état trop lourds financièrement comparativement à sa valeur. Un grand merci aux élus et aux services techniques de Saint-Avertin.

Pauvreté : les jeunes en première ligne

L'Observatoire des inégalités vient de publier la quatrième édition de son Rapport sur les inégalités en France, après avoir publié à l'automne son Rapport sur la pauvreté en France. Il fait une proposition concrète pour les jeunes.

Cinq millions de personnes pauvres vivent avec moins de 885 euros par mois dans notre pays, soit avec moins de la moitié du revenu médian. Le revenu médian, 1 770 euros, après impôts et prestations sociales, est la valeur qui sépare en deux la population française : la moitié vit avec un revenu au-dessus de cette valeur ; l'autre moitié avec un revenu en-dessous de cette valeur. On est « riche » à partir de 3 542 euros par mois, le double du niveau de vie médian. Le niveau de vie moyen des 10% les plus riches est de 5 090 euros mensuels.

Enfants, adolescents, et jeunes adultes sont parmi les plus impactés. La moitié des pauvres en France ont moins de 30 ans, qu'il s'agisse de jeunes adultes ou d'enfants de ménages pauvres. Le taux de pauvreté atteint son niveau maximal pour les 18-29 ans. Et encore, ces données sont en-dessous de la réalité dans la mesure où de nombreux jeunes sont rendus « invi-

sibles » par les statistiques qui ne prennent pas en compte ou mal, les jeunes adultes restant sous le toit de leurs parents, les jeunes ménages étudiants par exemple. Entre 2002 et 2018, le taux de pauvreté des 18-29 ans est passé de 8% à 13%, soit une progression de l'ordre de 50%. « Pour se protéger de la pauvreté, la formation scolaire joue un rôle essentiel » rappelle Louis Maurin. 81% des pauvres ont, au mieux, un niveau bac. Mais ce ne sera pas suffisant dans le contexte actuel.

D'une façon générale, la pauvreté s'aggrave chez les plus vulnérables, les catégories modestes stagnent tandis que les classes aisées ont vu leur revenu continuer à progresser. « Le virus va enfoncer un peu plus cette France des classes populaires »

Sombre constat. Mais la France est un pays riche. **Des pistes existent** pour s'attaquer à la pauvreté, elles passent par des politiques publiques fortes. L'Observatoire des inégalités avance une proposition concrète pour les jeunes, un **Revenu Minimum Unique**. Il ne serait pas un revenu social universel attribué à chacun sans distinction de ressources,

mais versé à celles et ceux dont le revenu est en-dessous du seuil de pauvreté. La création de ce RMU à hauteur de **900 euros par mois dès 18 ans**, sans être une « recette miracle », permettrait « d'amortir la pauvreté et de ne laisser personne sur le bord de la route ».

« Nous estimons le coût de cette mesure à 7 milliards d'euros par an, ce qui est largement à la portée des finances publiques. Le gouvernement s'apprête à réduire l'impôt sur le revenu de cinq milliards d'euros par an et les recettes de la taxe d'habitation de vingt milliards. Pour rappel, l'ensemble des niches fiscales coûte à la collectivité cent milliards d'euros chaque année ».

Marie-Paule Mémy

Rapport sur les inégalités en France édition 2021 176 p 10€ ou en version numérique sur le site www.inegalites.fr

Rapport sur la pauvreté en France 2ème édition 2020-2021, sous la direction d'Anne Brunner et Louis Maurin. contact@inegalites.fr, tel. 02.47.44.63.08.

1 000 ans d'inégalités !

Depuis le début de la pandémie on parle beaucoup des pauvres dont le nombre aurait augmenté de 1 million et avoisinerait les 13 millions. Cela fait froid dans le dos quand on sait que la France est la sixième puissance économique mondiale. Mais qu'en est-il de la pauvreté et des inégalités entre les riches et les pauvres ? La revue L'HISTOIRE, dans son numéro de février consacrait son dossier à ce problème : Les riches et les pauvres, 1 000 ans d'inégalités. En quatre contributions elle tente de nous éclairer.

1-Au Moyen Age la pauvreté a-t-elle un sens ? Giacomo Todeschini, spécialiste de l'histoire économique médiévale, nous montre le rôle de l'Église qui exalte le dépouillement volontaire, le riche essaie de se rapprocher du Christ en se dépouillant de quelques richesses. Mais les vrais pauvres ne peuvent se dépouiller de quoi que ce soit et la misère ordinaire est dénoncée comme le terreau de tous les vices. Comme ils ne peuvent pas agir pour le bien collectif, on les exclut.

3-XXe siècle, le court siècle de l'égalité. C'est Nicolas Delalande, auteur de *La lutte et l'Entraide*. L'âge des solidarités ouvrières, qui nous décrit les grandes avancées initiées en Europe et aux États-Unis : protection sociale, impôts, assurances. Ces avancées, même si elles ont été débattues sous la Révolution n'ont été mises en place qu'au XIXe siècle. L'impôt progressif sur le revenu ne date-t-il pas de 1909 pour le Royaume-Uni, de 1913 aux USA et de 1914 en France ? Cette grande période de compression des inégalités (de 1930 à 1970) correspond également à l'essor des politiques d'assistance en direction des populations démunies.

150 millions le nombre de personnes dans la grande pauvreté alors que les milliardaires se sont enrichis de 2 700 milliards en quatre mois. Pourtant, tout pourrait changer, l'éradication de la pauvreté passerait par une protection sociale encore plus efficace, l'élévation de l'éducation et de la formation, la création massive d'emplois décentes. « Elle supposerait toutefois un changement de paradigme : une vraie volonté de lutter non plus contre les pauvres, mais contre la pauvreté ».

2-Comment le XIXe siècle a creusé les inégalités. Thomas Piketty, y expose la thèse de son dernier ouvrage, « Capital et Idéologie », comme quoi la Révolution française a aboli les privilèges mais n'a pas fait disparaître les inégalités. La sacralisation de la propriété privée n'a cessé, tout au long du XIXe siècle, de renforcer les richesses de ceux qui possèdent un patrimoine.

4-1980-2020 : le temps de l'indifférence, par Axelle Brodies-Dolino. « *Envolées des plus hautes rémunérations, concentration des revenus du capital et des patrimoines, les inégalités se recréent partout dans le monde, justifiées en haut comme en bas, par le mérite.* » La pandémie risque, en 2021, d'accroître de

Ces contributions sont émaillées de citations (romans, discours) de statistiques, de références et d'une iconographie bien choisie. 27 pages qui permettent d'approcher un problème qui agite le monde depuis le néolithique.

Pierre Trinson

L'histoire, revue mensuelle. N°480, février 2021, 6,40 €. On peut encore l'acheter : <https://www.lhistoire.fr/parution/mensuel-480>

METTRAY, la colonie agricole

« Sauver le colon par la terre et la terre par le colon »

Dans le dernier numéro de *Perspectives*, vous avez découvert « le maraîchage bio, atout maître à Mettray », article qui relate ce qu'est ce chantier d'insertion faisant partie de Route 37. Quelques allusions à l'ancienne colonie agricole, à ses pensionnaires célèbres, le fils de Jules Verne, Jean Genet, donnaient envie d'en savoir davantage. C'est possible grâce à la lecture d'un très beau livre récent, richement illustré, signé **Jean-Michel Sieklucki**, avocat et écrivain tourangeau.

La colonie de Mettray, née au milieu du XIX^e siècle, a laissé dans la mémoire collective une trace noire, celle d'un odieux baignoire d'enfants, dénoncé tardivement par la presse jusqu'à sa fermeture en 1937. L'auteur tient à rétablir une vérité un peu oubliée. L'idée de la colonie a germé « dans l'esprit généreux » de **Frédéric-Auguste Demetz**, un magistrat, philosophe, humaniste qui veut « faire tomber les murs des prisons pour les jeunes détenus. Non seulement amender, mais plus encore éduquer, former et renvoyer dans la vie des jeunes hommes armés et meilleurs ». La

rédemption par le travail !

La colonie est construite à partir de 1840, sans murs, sans clôtures ; au centre une imposante chapelle et de chaque côté cinq maisons dans lesquelles seront hébergés vingt-quatre colons sous l'autorité d'un chef de famille assisté de deux contremaîtres. Parallèlement, la réalisation la plus révolutionnaire de Demetz est la création de « l'école des contremaîtres » pour ceux qui assureront l'encadrement. Le fondateur veut privilégier l'éducation et la formation, seule manière de redonner aux colons une chance de sortir de l'ornière de la délinquance et de l'oisiveté. Ainsi Mettray va connaître un immense succès en France et dans le monde et devenir un modèle absolu.

La colonie reçoit des mineurs déclarés coupables et condamnés mais aussi des enfants abandonnés. Ils sont divisés en deux catégories : les sédentaires qui se forment à divers métiers dans les ateliers et les cultivateurs qui se consacrent aux travaux agricoles sur les terres de la colonie ou dans les exploitations

proches. Tous sont rémunérés.

La maison paternelle, créée en 1855, a vocation à accueillir des enfants difficiles provenant de familles aisées (comme le fils de Jules Verne). Son fonctionnement très particulier est fort bien décrit dans l'ouvrage. Elle est unique et Demetz fait encore figure de précurseur.

A la mort de Demetz, la situation se dégrade. L'école des contremaîtres disparaît, les cadres sont remplacés par d'anciens militaires et des gardes-chiourme, les maltraitances sont nombreuses, le scandale met du temps à éclater et en 1937 la colonie qui a connu 44 années de lumière disparaît.

L'auteur nous relate ensuite les évolutions du site qui devient caserne pendant la guerre, puis renaît en IM Pro puis en ITEP tandis que la société de 1839 se transforme en « Association La Paternelle ». Depuis 2018 elle a l'ambition sous le nom d'*Atouts et Perspectives d'aider ceux qui se trouvent en situation de vulnérabilité en collaborant avec d'autres structures associatives telles qu'Entraide et Solidarités*. Si pendant un temps la colonie a connu quelques dérives et rompu avec les idées de son fondateur, elle a retrouvé après la guerre les idées généreuses et novatrices qui avaient fait sa gloire dès 1840.

Voilà un ouvrage que tout Tourangeau devrait avoir dans sa bibliothèque. Outre les textes très explicites, il est émaillé de nombreuses illustrations : photos des bâtiments, des colons, des manifestations diverses, reproductions de documents....



La ferme d'Aventigny à Mettray



Pierre Trinson

La Colonie de Mettray, de Jean-Michel SIEKLUCKI, éditions LAMARQUE, 24€

PERSPECTIVES, 4 numéros par an, ISSN-L 0981-6178 - Rédaction & administration : 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS - Tél : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16 - Directeur de la publication : Marie-Paul Legras-Froment - Comité de rédaction : Marie-Paule Mémy, Jean-Paul Mercier, Jean Paillou, Pierre Trinson. - Mise en page & en image : Cawet communication - Impression : Les presses de Touraine, Tours. - Gestion des abonnements : Alexandra Cailbeaux.

Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITES

Je (nom, prénom) :
 Adresse : CP : Ville :
 Téléphone : e-mail :

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue Perspectives (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Bulletin et chèque à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités

- 10€ - 4 numéros par an - Abonnement de soutien 25€ - Je joins un chèque de € à l'ordre de Entraide et Solidarités

Bulletin d'abonnement à renvoyer à : ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS - 46 avenue Gustave-Eiffel - 37100 TOURS.

FICOSIL : un nom difficile, un projet précis

Depuis plus de 30 ans maintenant, cette société civile immobilière contribue dans le département à l'insertion sociale par le logement.

Le droit au logement est reconnu comme droit social depuis 1946. Il est réaffirmé dans la loi Besson du 31 mai 1990. En 1998, la loi contre les exclusions renforce le dispositif Besson en rappelant l'importance du logement dans le processus d'intégration des familles. Elle consacre la notion d'« Accompagnement social lié au logement » (ASLL). Les modalités de mise en œuvre sont définies dans le Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD).

La Ficosil (Filiale immobilière commune des Organismes sociaux d'Indre-et-Loire) fondée en 1990 est un acteur de ce plan. Son rapport d'activité 2020 résume bien son projet et la diversification de ses missions : 145 logements adaptés en propriété, 288 logements en sous-location dans le parc public, 37 logements en intermédiation locative dans le parc privé, 88 ménages accompagnés dans le cadre d'une mesure d'ASLL, 1 200 actions de gestion locative adaptée.

Nombreux dispositifs administratifs, mais un objectif fondamental : le logement

L'organisme développe des axes d'action variés, et notamment :

Axe 1 : Favoriser la sortie de rue grâce à la mobilisation de l'Intermédiation locative (IML) et de l'AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement). Dans la continuité de 2019 qui avait relancé le projet initié dix ans plus tôt par la Ficosil et l'association Émergence, l'année 2020 avait encore montré la pertinence de ce dispositif porté ces dernières années par la Ficosil et *Entraide et Solidarités*. Dans son dernier éditorial le gérant de la Ficosil, Éric Tournet, se disait « très attentif sur le devenir de notre action conjointe avec Entraide et Solidarités pour accompagner les personnes qui entreprennent le long chemin de la sortie de la rue ». Malheureusement, comme on a pu le lire page 4, cette action qui avait porté ses fruits a dû s'interrompre ce printemps.

Il reste que depuis 2018, pour loger dans le privé des ménages sans besoin d'accompagnement social spécifique, la DDCCS a confié à la Ficosil 25 places d'IML. Fin 2020, 19 logements étaient mobilisés dont 17 à Tours.

Axe 2 : Rechercher des solutions de logement individualisées.

« L'insertion par le logement est la porte

d'entrée pour cerner la problématique des personnes en situation d'extrême fragilité. Depuis quelques années, nous voyons évoluer les difficultés sociales qui s'additionnent dans des proportions inquiétantes. Un logement avec un bailleur social ordinaire s'avère impossible lors de l'analyse de la situation : dettes, mode de vie... ». Les locataires potentiels sont orientés vers la Ficosil par le SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) géré par *Entraide et Solidarités*.

Axe 3 : Accompagner les ménages dans leur insertion sociale.

Il est prévu que tous les ménages « entrants » bénéficient d'un accompagnement social pendant 12 mois. « De façon générale, les personnes relogées nécessitent un suivi très important et nous travaillons bien évidemment en partenariat avec les différents services sociaux : Territoire de Vie Sociale, Service de Tutelle, Associations, Bailleurs Sociaux, Mairies, CCAS, Centres hospitaliers ou de cure... Notre intervention et celle des partenaires se complètent, le travail n'est pas le même, les disponibilités non plus »... La sortie du dispositif de sous location par glissement de bail est prévue au terme maximum de 36 mois.

Axe 4 : Exploiter et entretenir un patrimoine suppose de mettre en œuvre les procédures d'entrée et de sortie des locataires (état des lieux, signature des baux) et administrer les biens loués (gestion et recouvrement des charges) ; assurer la maintenance technique et l'entretien du parc immobilier : 56 biens

ont bénéficié d'une intervention en 2020. Et aussi par l'acquisition ou la vente de maisons.

Axe 5 : Le dernier article de *Perspectives* sur la Ficosil remonte à juin 2008 (N° 265) c'était l'annonce de l'ouverture d'une **Pension de famille** de 14 places, rue de la Bazoche à Tours. 13 ans après, deux autres pensions sont ouvertes : l'une dans le cadre du Hammeau Saint-Michel et l'autre, dénommée « le Phare », à Fondettes. Deux nouvelles sont en projet à Tours Nord et à Chinon.

Si le faible coût de la location et la crainte de vieillir seul dans un logement autonome justifient la volonté des habitants d'entrer dans ces pensions, leur gestion est nécessaire pour y sauvegarder la sécurité et la solidarité.

En manière de transition avec la période qui s'ouvre, Eric Tournet évoque les contraintes actuelles du travail de la Ficosil : « Notre environnement institutionnel est de plus en plus enclin à régir et normer nos interventions de façon « prescriptive », alors que cette phase de crise montre l'importance du temps consacré à l'initiative et à « aller vers », plutôt que de constamment rendre compte de notre activité. Espérons que nos interlocuteurs sauront entendre ce besoin, pour nous aider à dépasser les actions curatives résultant de politiques sociales souvent complexes ».



Jean Paillou
FICOSIL. 241 Rue Edouard-Vaillant
37000 Tours. Tél. 02 47 36 25 60



Souvent, la clé d'un logement est aussi la clé de l'insertion sociale

Abdallah, de la Guinée à l'IUT

Abdallah Condé, parti de Guinée à 14 ans, a fait un long et souvent très rude périple mais aussi d'heureuses rencontres. Il se prépare à sa vie d'étudiant en informatique. Voici son témoignage, à la première personne

C'est le 11 décembre 2017 que je me suis retrouvé à la rue devant la gare de Tours. J'avais 14 ans. J'étais parti quatre mois plus tôt de Guinée. Un passeur m'accompagnait. J'ai traversé le Mali, l'Algérie, le Maroc, la Méditerranée... Je ne raconterai pas ici les moments les plus durs de ces mois difficiles.

Pourquoi Tours ? Je n'en ai aucune idée. Je parle français, j'ai toujours été scolarisé dans cette langue, et j'avais choisi la France. C'est en gare de Tours que le passeur m'a laissé tomber. Vers 18 heures, il m'a fait croire qu'il partait aux toilettes, et il n'est jamais revenu.

Le lendemain matin, un passant très gentil m'a demandé ce que je faisais là. J'ai répondu à ses « pourquoi » et ses « comment ». Il m'a accompagné au commissariat de police. J'avais ma carte d'identité scolaire et un acte de naissance. Les policiers m'ont enregistré. Ils m'ont confié à un représentant de l'association Utopia qui m'a accompagné au Conseil départemental. C'est à partir de ce moment-là que le Conseil départemental est devenu mon représentant légal.

J'ai été reconnu mineur et placé dans un foyer à Monnaie, puis logé en hôtel car il n'y avait pas assez de places d'accueil au foyer. J'ai passé huit mois à l'hôtel Vinci. Je n'avais alors pas d'éducateur. Si, par exemple, j'avais besoin de dentifrice, je devais aller en faire la demande au Conseil départemental ! Tous, nous étions très impatients de nous voir attribuer un éducateur ! Je m'ennuyais ferme, j'étais impatient d'aller au collège, je n'avais pas de copains.

Une après-midi, alors que j'attendais dans cette chambre d'hôtel, j'entends quelqu'un frapper à la porte. Quand j'ouvre, il se présente : « Bonjour je m'appelle Frédéric, je suis éducateur spécialisé au sein de l'association Entraide et Solidarités et je suis votre éducateur ». Cette phrase, je ne suis pas près de l'oublier parce que ça faisait un bon moment que j'attendais qu'on vienne frapper à ma porte pour m'annoncer ça !

Chaque jeune comme moi a eu alors un éducateur-référent pour l'aider dans les problèmes administratifs ou autres. Chacun a son référent mais tous les éducateurs de l'association s'occupent de nous.

Après le voyage depuis le pays d'origine, l'arrivée en France sans adultes autour de nous, nous avons trouvé dans la présence des éducateurs, celle de frères et sœurs et de parents. Nous n'étions plus tout seuls ! En attendant de trouver une classe et des copains, j'ai passé beaucoup de temps à Entraide et Solidarités avec les éducateurs, à donner un coup de mains pour classer des fiches...

Après des tests de niveau de langue, je suis entré au collège Philippe de Commines, en troisième, et puis au lycée, en seconde puis première scientifique. C'est à ce moment-là que j'ai rencontré Marie-Hélène et Daniel dans un moment où j'en avais le plus besoin ! J'avais le bac de français en fin d'année, alors quoi de mieux que d'avoir un prof de mathématiques et une prof de Français pour préparer ça ?!

Et puis j'ai appris que Marie-Hélène avait été coopérante pendant deux ans en Algérie, et Daniel coopérant pendant seize ans en Afrique sub-saharienne ! Alors, pour moi, c'était déjà un peu la famille ! Dieu merci, aujourd'hui, j'ai, en France et pour le restant de ma vie, une famille, une famille que je n'imaginai pas avoir.

Aujourd'hui, je me prépare au bac scientifique, je souhaite aller dans un IUT en « Systèmes et réseaux informatiques ». Je voudrais travailler dans la cybersécurité. Face aux dangers d'un monde très numérisé, travailler à sa sécurité, c'est nécessaire !



Abdallah a obtenu le baccalauréat.

Le service « Mineurs non accompagnés » d'Entraide et Solidarités a été créé en mai 2018. Entre 2016 et 2018, le nombre de jeunes étrangers arrivant seuls était passé de 269 à 1876.

Ces jeunes ont d'abord été répartis dans des hôtels à Tours et proximité. Puis le service a trouvé des logements.

Entraide et Solidarités a ainsi accompagné 60 mineurs, avec l'objectif de les conduire à l'autonomie au moment de leur 18 ans, en prenant en charge leur hébergement et l'accompagnement global : santé, scolarité, professionnel, administratif...

Tout est à apprendre pour ces jeunes qui arrivent de leur pays après un périple souvent long de plusieurs mois : comment et où fait-on ses courses ? comment préparer-t-on un repas équilibré ? mais aussi aller à l'école, réfléchir à un projet professionnel ...

Il faut du temps pour les apprivoiser, et pour eux faire confiance à des adultes, du temps pour digérer le périple qu'ils ont enduré et souvent pas choisi.

L'accompagnement est parfois rendu compliqué par leur histoire de vie qui peut être violente, marquée par des absences, le travail forcé, un exil toujours difficile. La traversée de la Méditerranée est souvent

marquée par la mort due aux noyades.

Durant leur parcours, ils sont parfois confiés à quelqu'un de plus âgé qui s'assure de leur arrivée jusqu'à un certain point, mais la plupart du temps ils doivent se débrouiller seuls.

Outre l'équipe de travailleurs sociaux, le service comprend une conseillère en insertion, une psychologue et une animatrice. Ce n'est pas trop pour prendre soin de ces jeunes et leur donner les repères nécessaires. Quelques-uns ont la chance d'avoir une famille d'accueil.